



Déclaration de la vision (en mille (1 000) mots maximum, décrivez comment, à ce poste, vous comptez réaliser les aspirations énoncées dans l'Agenda 2063 et aborder les questions les plus urgentes auxquelles l'Afrique et la Commission sont confrontées)

Il faut, à ce stade et en préalable à une planification stratégique, tenir compte des avancées de la première décennie de mise en œuvre de l'Agenda 2063 afin de repolariser les actions collectives pour les prochaines années vers des objectifs atteignables tenant compte des géopolitiques et du contexte évolutif des relations internationales et interétatiques. La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, première organe de l'Union Africaine, et le Comité exécutif doivent être au diapason pour apprécier les questions géopolitiques qui risquent de fragiliser le positionnement de l'Afrique dans le monde. Le rôle de la Commission de l'Union Africaine est de donner les impulsions technique et managériales nécessaires pour maintenir le momentum de 2015, sans perdre de vue les aspects diplomatiques et politiques liés à l'exercice de ce leadership institutionnel.

Les questions les plus urgentes varient d'une région à une autre du Continent. Les questions d'ordre politique et sécuritaire sont les plus évidentes et appellent à plus de vigilance et de dextérité de l'UA pour faire évoluer les dossiers sensibles et stratégiques par le dialogue afin d'atténuer les tensions frontalières. L'instauration de la paix entre les pays frontaliers en guerre passe par le maintien d'un dialogue permanent et une diplomatie relationnelle que l'UA doit entretenir et favoriser. L'UA doit tirer les leçons de ses expériences de médiation. Celles-ci n'ont pas toujours été concluantes. La Commission doit instaurer une véritable veille stratégique en renouvelant les mécanismes d'échange d'information à travers des représentations permanentes qui jouent un rôle d'intermédiation et de transmission de messages diplomatiques. Il faut donc revoir leur mode de fonctionnement et missions, pays par pays, là où les tensions présentent des risques de déflagration du contexte relationnel entre états voisins. Il s'agit d'exercice délicat et les missions africaines subissent comme partout dans le monde, les revers de la désinformation et de la propagande. La montée du

nationalisme et l'apologie des idées extrémistes risquent de plus en plus de fragiliser l'efficacité des institutions supranationales. L'UA autant que l'Union Européenne mais également l'ONU sont critiquées sur l'efficacité de leurs missions. Cette nouvelle démarche de veille informationnelle et stratégique servira à la fois à alimenter les communications institutionnelles et à anticiper les actions urgentes à mener et qui nécessitent une décision des organes de l'Union.

Une approche différenciée mais équilibrée avec les partenaires stratégiques de l'Afrique doit également être instaurée. L'Afrique est aujourd'hui présente dans les grandes conférences internationales et les groupements d'intérêts économiques (G7, G20, BRICS). L'UA est sollicitée en tant qu'organisation continentale, et parfois à travers les pays ayant rejoint ces groupements. La solidarité de positionnement doit être assurée et renforcée pour mieux défendre les intérêts de l'Afrique. L'Afrique comme partout dans le monde où les intérêts de grandes puissances font l'objet de convoitise stratégique doit veiller à ce que ses propres intérêts ne subissent les revers de la concurrence mondiale notamment sur les ressources minières et de positionnement d'influence. Il y a aussi la question du terrorisme idéologique qui reste un sujet sensible. L'UA doit redynamiser les structures permettant d'instaurer un climat de tolérance entre les peuples.

Les questions urgentes d'ordre économique sont liées aux technologies du futur. Les technologies du numérique sont là sous nos yeux, disponibles, pour ne citer que l'intelligence artificielle et les applications presque illimitées que les technologies numériques puissent apporter à l'humanité. Les compétences africaines existent sur les technologies du futur mais sont encore insuffisantes. L'urgence sur ce plan est évidente : former un capital humain en mesure de faire face aux défis technologiques du

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia P. O. Box 3243 Telephone: 251115517700/251115526373
Fax:251115518718/251115536950 Website: www.au.int

numérique. Depuis une dizaine d'année, les entreprises africaines ont pris des initiatives tendant à s'adapter au marché du numérique. Les initiatives se multiplient. PME autant que les grandes entreprises continentales n'attendent plus les « agendas » politiques pour innover. L'UA doit néanmoins rester à l'avant-garde de initiatives publiques sur le marché du numérique. La ZLECAF est sur cette piste du développement du numérique pour booster les échanges continentaux. La mise en place d'une union douanière a le potentiel d'accroître les échanges commerciaux du continent de plus de 50% (source FMI mais 2023). L'UA doit également consolider ses acquis des premières années d'adoption de la ZLECAF ratifié par 44 pays africains et démultiplier les avancées et expériences positives sectorielles notamment dans l'agriculture, tout en apprenant des erreurs du passé sans culpabilisation ni rétropédalage. Les défis de l'infrastructure sont nombreux. Les réalisations majeures d'infrastructure sont encore l'œuvre des pays et il faut que l'UA apporte sinon son concours du moins son soutien pour que l'intégration des économies voisins se réalise.

Les urgentes au niveau de la coopération avec les partenaires institutionnels internationaux appellent à une permanence dans la coordination des programmes mis en œuvre et soutenus par les institutions financières continentales et qui travaillent de concert avec la Banque mondiale et le FMI. Sans oublier l'importance des relations avec l'ONU et de ses agences. Il faut revoir les cahiers de charge des représentations de l'UA au niveau de ces organisations.

Recentrer les efforts sur le rôle crucial des organisations régionales et sous régionales est également prioritaire. Les CER sont les chevilles ouvrières de l'intégration continentale. Ce sont des organes vivants avec parfois de revers dans la mise de leurs missions définies dans le Traité d'Abuja. L'UA doit veiller à ce qu'elle vie en diapason avec les CER.

Enfin et non des moindres, il y a les questions urgentes au niveau managérial. Toutes les grandes institutions font face aux défis du tout numérique qui modifie dangereusement les relations humaines si des mesures ne sont pas instaurées afin d'éviter les arbitrages hiérarchiques. Il faut gérer les turbulences internes aux organes de l'Union avec circonspection et agir sans procrastination ni élucubration qui risquent de retarder la mise en œuvre de l'Agenda.